



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

obésité

Question écrite n° 79948

Texte de la question

Mme Véronique Besse alerte Mme la ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes sur le risque de voir se développer l'obésité d'ici à 2030 comme l'indique le dernier rapport de l'Organisation mondiale de la santé. En France, en 2009, 6,5 millions de personnes étaient considérées comme obèses. Trois ans plus tard, en 2012, l'obésité concernait 7 millions de Français. Depuis des années, la proportion des personnes obèses augmente de manière inquiétante. Selon le dernier rapport Obépi publié en 2012, la proportion de Français obèses est passée de 8,5 % à 15 % entre 1997 et 2012. Ces chiffres en constante augmentation depuis 1997 marquent l'échec des politiques publiques à endiguer le développement de l'obésité dans toutes les tranches d'âge. Aussi, les Français sont inégaux devant l'obésité et ces inégalités n'ont fait que se creuser entre 1997 et 2012. L'évolution de la prévalence de l'obésité en fonction des revenus montre que ce sont les plus pauvres qui sont les plus touchés. En 2012, sur 100 personnes touchant moins de 1 200 euros par mois, 24,1 étaient obèses alors que sur 100 personnes touchant plus de 3 800 euros, seulement 8,3 étaient obèses. Les quelques mesures prises pour limiter les consommations de boissons sucrées et autres produits impactant sur la santé ne suffisent pas. Le problème restera tant que l'obésité ne sera pas une priorité et que le Gouvernement n'aura pas décidé de mettre les moyens à la hauteur des enjeux. C'est pourquoi elle lui demande quelles sont les intentions du Gouvernement pour mettre en place un plan de lutte efficace contre l'obésité que l'OMS qualifie de véritable épidémie.

Texte de la réponse

La lutte contre l'obésité est un impératif autant sanitaire que social. Le Gouvernement a pris la mesure du défi que pose ce phénomène et a décidé d'actionner les leviers d'une prévention pédagogique, incitative et responsable : une prévention qui se fonde sur la responsabilisation des concitoyens, en leur donnant les moyens d'être des acteurs de leur santé comme de celle de leurs enfants. C'est pourquoi plusieurs mesures du projet de loi de modernisation de notre système de santé, en cours d'examen par le Parlement, font de la prévention auprès des jeunes une priorité. En lien avec le ministère chargé de l'éducation nationale, un « parcours éducatif en santé » sera instauré à l'attention de tous les élèves de la maternelle au lycée, pour favoriser les actions de promotion de la santé. Le projet de loi étend également le dispositif du médecin traitant aux enfants de moins de 16 ans et favorise ainsi la prévention du surpoids et de l'obésité et leurs dépistages précoces. Pour améliorer l'accès à une alimentation équilibrée, le projet de loi crée un étiquetage nutritionnel synthétique, simple et accessible pour tous. Il est en effet nécessaire que l'information nutritionnelle devienne un élément du choix alimentaire au même titre que le prix, la marque, la présentation ou le goût. La ministre des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes a lancé en mars 2015 un groupe de concertation sur l'information nutritionnelle comprenant les associations de consommateurs, les industriels et des experts scientifiques. Ce groupe doit produire ses conclusions pour l'automne. Par ailleurs, le projet de loi comprend l'interdiction de la mise à disposition en libre-service de fontaines de sodas qui permettra de protéger la population contre une consommation excessive de sucre. « Bouger » est un facteur protecteur face aux risques de surpoids et d'obésité. Le projet de loi simplifie le dispositif de production du certificat médical pour faciliter la

pratique du sport. Il encourage par ailleurs les médecins à prescrire des activités physiques adaptées aux personnes souffrant d'affections de longue durée. Enfin, l'information au quotidien étant primordiale dans la prévention, le site « manger-bouger » propose des outils et des conseils pour manger mieux et bouger plus. Il fera partie du portail d'information du futur service public d'information sur la santé. Ces mesures viennent réaffirmer la volonté du Gouvernement d'engager des politiques justes et efficaces de prévention et de lutte contre l'obésité.

Données clés

Auteur : [Mme Véronique Besse](#)

Circonscription : Vendée (4^e circonscription) - Non inscrit

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 79948

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : Affaires sociales, santé et droits des femmes

Ministère attributaire : Affaires sociales, santé et droits des femmes

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [19 mai 2015](#), page 3708

Réponse publiée au JO le : [8 septembre 2015](#), page 6811